



HAL
open science

De la propagande aux discours post-factuels : le rôle de la vérité dans la vie publique

Arthur Guezengar

► **To cite this version:**

Arthur Guezengar. De la propagande aux discours post-factuels : le rôle de la vérité dans la vie publique. Journée des doctorants en philosophie : les discours à l'ère de la post vérité, 2017, Grenoble, France. hal-01899511

HAL Id: hal-01899511

<https://hal.science/hal-01899511>

Submitted on 19 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Journée des doctorants en philosophie

Les discours à l'ère de la post-vérité

Arthur Guezengar
Doctorant en philosophie sous la direction de Thierry Menissier
Laboratoire Philosophie Pratique et Langage

Titre : *De la propagande aux discours post-factuels : le rôle de la vérité dans la vie publique.*

Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis, s'impose l'idée que nous serions désormais entrés dans l'ère de la « post-vérité ». Ce concept cherche à montrer que la vie politique post 11 septembre se caractériserait par un nouveau rapport à la vérité, dans lequel les faits seraient devenus obsolètes et où le discours politique ne se soucierait plus de la véracité par rapport à la réalité du monde. Pourtant sommes-nous bien sûr d'être face à une nouvelle ère absolument inédite ? De la bataille de Qadesh à la disparition de Trotski des archives de l'union soviétique, le politique a toujours eu des rapports ambigus à la vérité. De même, malgré sa prétention à l'objectivité, le système médiatique a tantôt été considéré comme un contre-pouvoir face aux hommes politiques, tantôt comme un instrument visant à diffuser la doxa du pouvoir. Les nouvelles interrogations autour d'une ère de « post-vérité », nous invitent donc à nous interroger sur le rapport intime entre vie publique et vérité. Sphère d'apparence où les acteurs se présentent aux citoyens, l'espace public est lié au règne de l'opinion plutôt qu'à celui de la vérité, comme Platon le dénonçait plus de 25 siècles avant Donald Trump. Mais cette opinion est elle-même dépendante de la capacité des faits à apparaître à tous. Dès lors sommes-nous face à une indifférence complète du discours politique aux faits, ou bien la « post-vérité » est-elle l'évolution d'un rapport plus ambigu entre discours et vérité ? L'objectif de cette intervention est ainsi de montrer en quoi le discours sur la « post-vérité » est lié aux structures même de la vie politique et à un dispositif médiatique lui-même confronté aux évolutions de la vie numérique.

1. Vérité et apparences

A la suite du discours d'intronisation de Donald Trump le 20 janvier 2017, Sean Spicer a affirmé que la foule venue assister à la passation de pouvoir entre Barack Obama et Donald Trump « constituait la plus grande foule jamais vue lors d'une investiture ». Bien que cette

affirmation ait rapidement été infirmée, preuves à l'appui, par les témoins et les réseaux sociaux, la conseillère du président nouvellement élu a tenté de justifier les propos du porte-parole de la maison blanche en introduisant la notion de « faits alternatifs ». Plus que l'outrance du mensonge lui-même, c'est la tentative de le justifier en niant la pertinence même des faits qui est à l'origine du scandale politique de ce discours. Alors que l'évidence de la fausseté des propos de Sean Spicer ne faisait aucun doute, les photos satellitaires permettant de démontrer sans hésitation que la foule présente lors de l'investiture de Barack Obama était nettement plus dense que celle de son successeur, l'équipe du nouveau président a choisi de nier la réalité jusqu'au bout. Bien que n'étant pas le premier mensonge d'un ex-candidat n'ayant jamais caché ses convictions climatosceptiques et son mépris pour la communauté scientifique, il marque une évolution dans le mépris de la vérité en niant non seulement les conclusions d'un groupe d'expert mais également une vérité objective aussi évidente que celle qui consiste à affirmer qu'un mur est blanc. Or si un tel décalage avec l'évidence de la réalité empirique a été rapidement contestée, elle n'a pas entamé la confiance des électeurs de Donald Trump envers leur candidat. Les citoyens américains ont ainsi manifesté une forme d'indifférence face aux affirmations de leur classe politique. Tout se passe comme si le rejet de la réalité professé par la nouvelle administration était librement consenti par une grande partie de la population, qui ne se préoccuperait plus de la question de la véracité de ses propos.

Toutefois, comme le souligne Hannah Arendt, « il n'a jamais fait de doute pour personne que la vérité et la politique sont en assez mauvais terme »¹. La prégnance de la manipulation des faits dans l'histoire politique nous amène à ne pas concevoir les « faits alternatifs » comme le résultat d'une décadence de la civilisation moderne, mais comme une conséquence de la nature phénoménologique de l'espace public. Dès ses origines, la philosophie en quête de vérité s'oppose à la vie de la Cité fondée sur le règne de l'opinion. Cette opposition initiale entre politique et vérité n'est néanmoins pas celle d'une opposition entre mensonge et vérité de fait, mais entre ignorance et savoir. L'allégorie de la caverne ne dénonce pas une falsification volontaire de la réalité, mais les illusions naturelles provoquées par le monde sensible. La recherche d'une vérité intelligible, absolue et universelle, implique la mise en retrait de l'ordre des phénomènes et des activités quotidiennes de la vie humaine. L'exercice de la pensée philosophique implique une généralisation dont l'objectif est la

¹ HANNAH ARENDT, *Crise de la culture*, p. 289, traduit sous la direction de Patrick Levy, Paris : éditions Gallimard, 2010

découverte d'essences universelles qui ne s'appliquent pas à la réalité concrète et particulière que constitue l'événement. « Considéré sous l'angle du monde quotidien des phénomènes, le partout du moi pensant [...] est un nulle part »², qui ne fait partie d'aucun espace politiquement structuré. La recherche d'une vérité absolue s'oppose ainsi à la pluralité des opinions qui fonde la vie publique. Son caractère irréfutable rompt avec la nécessité du débat public tandis que son caractère universel s'oppose à la phénoménalité d'un monde commun où le particulier règne en maître

Cette première opposition entre une vérité conçue comme un discours absolu sur l'universel et un espace politique fondé sur l'action particulière dans un monde phénoménal ne prend pas fin avec l'émergence d'une pensée scientifique fondée sur l'expérience mais se poursuit à l'époque moderne dans l'opposition entre la figure de l'expert et celle du citoyen. Malgré le développement d'une démarche scientifique fondée sur la réfutabilité de ses hypothèses et attachée aux phénomènes sensibles, la vie politique résiste toujours à l'irruption du discours scientifique sur la scène publique, appréhendé comme une forme de contrainte. L'expérimentation, devenue le moment décisif de la démonstration scientifique, implique toujours la mise en retrait du monde commun, afin de pouvoir reproduire les phénomènes en laboratoire et en isoler les éléments constitutifs. Elle s'oppose dès lors au bon sens courant, fondé sur l'expérience empirique qu'aucune démonstration rationnelle ne peut abolir³. Ainsi, malgré toutes les preuves scientifiques du réchauffement climatique, les théories climatosceptiques continuent à trouver une audience en invoquant une expérience concrète et particulière, irréductible à toute démonstration. Comme la pensée philosophique dont elle est issue, la démarche scientifique cherche à établir une forme de vérité qui heurte les évidences sensibles. Elle se trouve dès lors confrontée à tous les biais de perception qui émaillent l'expérience empirique. Une proposition scientifique contraire aux présupposés et aux convictions qui régissent la vie politique sera plus mal reçue par son public, qui remettra en doute sa démonstration, qu'une proposition confirmant les idées préalables de ses membres.

Tel que le définit Hannah Arendt, l'espace public est lié à l'expérience d'un monde commun fait d'apparences sensible, où les phénomènes apparaissent aux yeux de tous. Le monde se présente à nous comme ce que nous en percevons, et c'est à partir de cette expérience empirique qu'il est possible d'agir sur le milieu qui nous entoure. Arendt affirme

² HANNAH ARENDT, *Vie de l'esprit*, p. 257, traduit par Lucienne Lotringer, Paris : Presse Universitaire de France, 2007

³ Ibid. p. 120

ainsi qu'« Etre et paraître coïncident »⁴. La vérité de l'être par-delà les phénomènes n'a pas d'importance dans une sphère publique où les phénomènes se donnent comme une réalité propre, assurée par une apparence commune, c'est-à-dire par le fait qu'ils apparaissent objectivement de la même manière. Bien qu'il soit assuré que la Terre tourne autour du soleil, cela n'ôte rien au fait qu'on perçoive empiriquement le contraire. Cette expérience sensible n'est pas moins légitime que la connaissance des lois de la physique. Nous vivons dans un monde constitué par des phénomènes, où tout ce qui est n'existe que parce qu'il apparaît. Cela ne signifie pas qu'il n'existe rien en dehors du donné sensible, mais que de tels êtres n'interviennent pas dans le cadre d'une espace public fondée sur l'apparence. L'activité politique est assurée par la capacité de ses membres à paraître sur la scène publique, c'est-à-dire à se présenter comme des acteurs légitimes aux yeux du public. Une affirmation fautive mais ayant toutes les apparences de la réalité aura ainsi plus de poids aux yeux du public qu'une proposition vraie mais qui apparaît contraire au sens commun.

Hannah Arendt oppose donc deux conceptions distinctes de la vérité. Une vérité conceptuelle ou scientifique, fondée sur la démonstration et la recherche de règles universelles, hostile ou du moins extérieure à la vie publique dont elle ne contrôle pas les mouvements ; et une vérité de faits, fondée sur le constat empirique d'une réalité phénoménale. Une telle vérité est politique et assure une perception commune du monde. Fondée sur l'opinion, la vie politique est tributaire d'un monde où les événements apparaissent aux yeux de tous. Du point de vue de la vie publique, la réalité intrinsèque d'un phénomène importe moins que son caractère commun, et cet espace commun d'apparence est déterminé par la réalité des faits telle qu'elle se donne spontanément à tous. Si soutenir qu'il fait beau alors qu'il pleut ne va pas de soi, ce n'est pas à cause du simple constat d'une réalité sensible, qui rendrait cette opération impossible pour l'esprit humain, mais à cause d'une perception commune qui rend l'événement objectivable. Décrire un événement tel qu'on le perçoit implique de se confronter à la perception et aux jugements des autres percevant la même chose au même moment. L'opinion publique naît dès lors de cette confrontation entre spectateurs d'un monde commun d'apparences mais dont les interprétations peuvent diverger. En effet si cette confrontation avec le regard d'autrui est la source de la construction d'une réalité objective, elle mobilise également un arrière-plan culturel qui influence le jugement porté sur ces événements. Si des affirmations telles que « l'Amérique a envahi l'Irak en 2003 » ou « l'Allemagne a perdu les deux guerres mondiales » relèvent de la vérité factuelle,

⁴ Ibid. p. 37

au même titre que « il pleut » ou « le mur est blanc », elles ne mobilisent pas les mêmes représentations selon la personne et le moment où le jugement est émis.

La vérité de fait est donc politique puisqu'elle assure la construction d'un monde commun et l'émergence d'une pluralité d'opinions différentes qui animent la vie publique. Ce rôle structurant de la vérité de fait pousse dès les acteurs de la vie politique à modifier les faits afin d'orienter leur perception et de les faire correspondre à leurs représentations préalables. La vérité ne s'oppose dès lors plus à l'illusion mais au mensonge délibéré.

2. *L'efficacité du mensonge*

Si la vérité de fait est au cœur de la vie publique, le mensonge est tendance récurrente chez les acteurs politiques. La capacité à proposer un discours différent de ce que la réalité suggère en dissimulant certains faits ou en simplifiant la vérité factuelle est à ce point importante que le mensonge apparaît régulièrement comme l'outil privilégié des hommes politiques. Une telle tendance ne peut dès lors s'expliquer que par l'efficacité d'une telle pratique. Si le mensonge était à ce point inopérant dans la vie publique que le menteur se retrouvait immédiatement confronté à ses paradoxes ce qui provoquait sa chute, il y a fort à parier qu'il aurait disparu depuis des siècles. Que le mensonge soit encore couramment utilisé malgré une dénonciation morale et la découverte régulière de scandales liés à des faux témoignages ou de manipulation prouve que le mensonge, malgré sa fausseté, produit des effets politiques. Il s'avère dès lors un outil sinon légitime, du moins justifié dès lors qu'il sert une action politique qu'il permet de réaliser.

Comme le souligne Hannah Arendt, « le mensonge est souvent plus plausible, plus tentant pour la raison que la réalité, car le menteur possède le grand avantage de savoir d'avance ce que le public souhaite entendre. »⁵ Contrairement à l'erreur ou à l'opinion, le mensonge ne s'oppose pas à la raison, et peut même apparaître plus rationnel que la réalité empirique elle-même. L'opposé du mensonge n'est pas la vérité rationnelle, mais la vérité factuelle. Or les faits sont essentiellement des événements contingents qui auraient pu se dérouler autrement qu'ils ne se sont produits. Il est aisé d'imaginer un autre déroulement des événements et des conséquences qui en découlent. François Ferdinand aurait pu accepter les conseils de ses proches et éviter de se rendre à Sarajevo alors qu'un attentat se préparait ou même renoncer à son inspection après l'échec du premier attentat⁶, ne déclenchant pas la

⁵ HANNAH ARENDT, *Du mensonge à la violence*, p. 11, traduit par Guy Durand, Paris : édition Calmann-Levy, 2006

⁶ FREDERIC LE MOAL, *La Serbie, du martyre à la victoire 1914-1918*, p. 35, 14-18 Editions, 2008

première guerre mondiale telle qu'elle s'est produite. Malgré les tentatives de certaines théories philosophiques pour penser un cours nécessaire à l'histoire, l'évènement lui-même est fondamentalement imprévisible et échappe au contrôle de ses propres auteurs. Or cette imprévisibilité s'oppose à l'exigence d'universalité du discours rationnel. Comme le rappelle Arendt, « l'aversion de la raison à l'égard de la contingence est très forte »⁷ Comment en effet penser quelque chose qui aurait pu ne pas être ? Ce conflit entre la contingence du monde et la pensée chargée de l'interpréter a poussé de nombreux penseurs à privilégier la fiction à la réalité dans le but de la simplifier afin d'en atteindre une vérité rationnellement acceptable. L'allégorie de la caverne, la guerre de tous contre tous, ou la théorie des jeux sont ainsi des fictions conceptuelles qui permettent à leurs auteurs d'interpréter le monde à partir d'une vision non contingente de ce dernier.

Cette aversion de la raison pour la contingence explique dès lors la relative bienveillance de la philosophie face au phénomène du mensonge. Platon ne considère pas seulement le mensonge comme un phénomène moins important que l'erreur ou l'opinion, mais procède à un éloge du mensonge éclairé : « [La fausseté] est utilisable par les hommes sous la forme d'un remède [...] C'est donc aux gouvernants de l'Etat qu'il appartient comme à personne au monde de recourir à la fausseté, en vue de tromper soit les ennemis, soit leurs concitoyens, dans l'intérêt de l'Etat »⁸ Le mensonge, la falsification délibérée des faits n'est pas considéré comme un vice moral mais se présente au contraire comme une vertu politique, pourvue qu'il soit utilisé à des fins louables. La dissimulation de la vérité peut se justifier si elle permet d'atteindre un plus grand bien, tel que tromper ses ennemis en temps de guerre ou apaiser les angoisses de la population. Il s'agit donc d'une forme de ruse, qui apparaît comme un outil pleinement légitime d'un bon gouvernement. Mais cet usage positif de la tromperie est la prérogative exclusive de l'homme d'Etat qui, disposant du savoir intelligible, peut tromper les autres pour leur bien sans s'abuser lui-même. Au fondement de cet éloge du mensonge noble se trouve donc l'opposition entre vérité et ignorance plutôt qu'entre vérité et falsification. Le mensonge est justifié au nom de son efficacité mais ne remet pas en cause la recherche de la vérité, détenue par une minorité d'hommes capables d'assumer la nécessité du pouvoir.

Cette légitimation du mensonge en tant que ruse du bon gouvernement est au fondement des théories de la raison d'Etat et de la mise en valeur des *arcana imperii* qui

⁷ *Du mensonge à la violence*, p. 16

⁸ PLATON, *République*, 389 b-c, traduction par George Leroux, édition Garnier-Flammarion, 2002

l'accompagne. La dissimulation de la vérité à des fins politiques est légitimée au nom d'un but supérieur, les questions morales étant momentanément suspendues face aux exigences du pouvoir. Machiavel pousse alors jusqu'au bout cette conception du *noble mensonge* en rompant totalement avec l'ordre moral qui le soutenait. Le Prince machiavélien n'utilise plus le mensonge comme un outil pour atteindre une plus grande fin, mais comme une modalité à part entière du pouvoir. Au cœur du renversement réalisé par Machiavel se trouve sa conception de la vérité comme réalité effective, la « *verità effettuale della cosa* »⁹. La vérité n'étant plus conçue par rapport avec des idées intelligibles existant par elle-même mais comme la réalité factuelle influencée par les actions humaines, le mensonge n'est plus conçu comme une manière de dissimuler la vérité par ceux qui en disposent, mais comme une action humaine dont l'efficacité fait advenir une nouvelle vérité. « Avec ce renversement machiavélien, c'est au nom de la vérité (mais en son sens de vérité effective) qu'il faut parfois « entrer en mal » et donc mentir quand l'occasion se présente et que la vérité l'exige. »¹⁰ La pensée machiavélienne poursuit donc la légitimation du mensonge au nom de son efficacité politique déjà opérée par Platon, mais il la dote d'une dimension performative. Le mensonge, n'étant plus indexé sur des fins éthiques ou curatives, peut se présenter comme un mode d'action ordinaire de la vie publique, capable non seulement de cacher mais également de modifier la vérité.

Hannah Arendt poursuit cette interprétation machiavélienne du mensonge en terme de pouvoir d'agir en mettant en perspective le mensonge politique avec l'imagination et la capacité d'innovation. La puissance d'agir qui caractérise la vie politique n'est pas condamnée à reproduire éternellement les mêmes processus, mais entreprend régulièrement de nouvelles actions, de nouveaux événements qui transforment la réalité du monde à un moment donné. « Nous sommes libres de changer le monde et d'y introduire de la nouveauté »¹¹. Mais cette liberté implique une capacité à imaginer ce que pourrait être le réel et qui n'existe pas encore. Toute action humaine se passe dans un monde qui lui préexiste et doit au préalable envisager que le monde puisse être différent afin de pouvoir le transformer. L'imagination garantit donc la possibilité de l'action en niant l'ordre préexistant du monde. Sans imagination l'action perd sa capacité à innover et se contente de reproduire ce qui existe déjà. Le mensonge délibéré est dès lors l'application de cette puissance imaginative au passé. Le menteur ne nie pas seulement la réalité présente au nom d'un futur potentiel, mais réfute

⁹ MACHIAVEL, *Le Prince*, chap. 15, traduit par Jean-Yves Boriaud, Paris, Perrin, 2013

¹⁰ GAELLE JEANMART, *Le mensonge et les vertus de la vérité*, p. 45

¹¹ *Du mensonge à la violence*, Op. cit., p. 9

également les faits qui se sont déjà passés. Face à la contingence de la réalité, le mensonge consiste à se dire que le passé ayant lui-même été contingent, il n'est pas dramatique de falsifier une réalité qui aurait pu être différente.

Les hommes d'actions, pour autant qu'ils s'estiment maître de leur avenir, sont toujours tentés de se rendre également maîtres du passé. [...] Ils seront tentés de faire concorder la réalité envisagée par eux – qui, après tout, est un produit de l'action humaine et aurait donc pu prendre une autre forme – avec leurs théories, écartant ainsi mentalement sa *contingence* déconcertante¹²

Si la contingence de la réalité est la source de l'imagination et garantit ainsi la possibilité même de l'action, elle est également ce dont les hommes politiques cherchent à se défaire. Le mensonge contribue dès lors à refuser la réalité, sa complexité et sa contingence, afin de disposer d'un ordre imaginaire plus simple, plus facile à maîtriser, et qui corresponde aux besoins des hommes d'action. Cette dédramatisation de la falsification des faits est d'autant plus aisée que la certitude de leur réalité est difficile à garantir. La conviction que les faits ont bien eu lieu implique la présence de témoignage ou de documents qui en attestent la réalité. En l'absence de tels documents, l'imagination a vite fait de combler les lacunes ou de modifier les documents existants pour mieux les faire correspondre à son propre discours. Si la réalité « qui n'a pas d'équivalent »¹³ se charge normalement de confondre le mensonge, la découverte des incohérences et des simplifications du mensonge peuvent prendre suffisamment de temps pour que le discours mensonger fasse effet et provoque les actions qu'il est censé légitimer. Quelques soient les découvertes faites après le déclenchement de la seconde guerre du golfe sur les documents qui ont permis de la déclarer, les falsifications du gouvernement américain ont permis de justifier et de déclencher l'invasion de l'Irak. Même découvert, le mensonge peut donc produire des effets concrets sur le monde. La prégnance du mensonge en politique s'explique dès lors par son efficacité, sa capacité à produire des effets concrets même s'il est révélé, et à offrir un cadre plus cohérent que la vérité pour construire un discours.

3. *Les nouvelles formes du mensonge*

La pensée arendtienne se situe donc dans la continuité de Machiavel en montrant que le mensonge fait pleinement partie de la vie politique et contribue à favoriser l'action humaine. Tout en montrant que le mensonge est lié à l'efficacité de l'action politique, elle nous met néanmoins en garde contre la tendance de la modernité à considérer les faits comme

¹² Ibid. p. 16

¹³ Ibid. p. 9

des opinions, et à remettre en cause l'existence même d'une vérité de faits. En s'appuyant sur les rapports du Pentagone publiés à la fin de la guerre du Vietnam, Arendt montre que la construction et la préservation de l'image de marque américaine est devenue plus importante pour la diplomatie les Etats-Unis que les objectifs stratégiques qu'ils auraient pu tirer du conflit. Evidemment la construction d'une image est au cœur de la vie politique. Le mensonge est basé sur la capacité à imaginer et la capacité à renvoyer une image, même fausse, de soi-même est ce qui permet d'hommes d'action de se présenter à la vie publique. Mais dans la perspective traditionnelle, l'image est au service de l'action, elle en est le moteur, et l'activité politique permet sa réalisation. Le mensonge et la falsification des faits servent des objectifs stratégiques, souvent à court ou moyen terme : le cheval de Troie sert aux grecs à prendre la ville, Henri III convoque le duc de Guise pour l'assassiner, etc. Au contraire le mensonge moderne est entièrement au service d'une image, qui tend à se substituer à la réalité et à devenir le cœur de la vie politique. La nouveauté du mensonge moderne tient donc au fait que l'image publique compte plus que les objectifs qu'elle est censée assurer. Ce n'est plus le mensonge qui favorise l'action, mais l'action qui doit crédibiliser le mensonge pour correspondre à l'image donnée.

L'objectif primordial n'était en fin de de compte ni la puissance, ni le profit. Ce n'était pas même d'accroître l'influence des Etats-Unis dans le monde pour la mettre au service d'intérêts précis et tangibles qui avaient besoin du prestige, de l'image de « la plus grande puissance mondiale ». L'objectif était désormais la formation même de cette image, comme ressort à l'évidence du langage utilisé par les spécialistes de la solution des problèmes.¹⁴

Tout en étant conscient de la réalité des faits sur le terrain, les « spécialistes de la solution des problèmes » semblent plus intéressés par sauver la face auprès du public américain qu'à obtenir des avantages stratégiques contre un adversaire militaire. « Ce qu'indiquent bien les documents du Pentagone, c'est la hantise de la défaite et de ses conséquences, non sur le bien-être de la population, mais *sur la réputation des Etats-Unis* »¹⁵. Même en sachant que la guerre ne pouvait plus être gagnée, les autorités américaines ont continué à promouvoir le conflit au nom de l'image que de rempart contre le communisme que les Etats-Unis devait continuer à défendre. La falsification des faits est donc légitimée au nom d'une image à préserver, et le seul objectif du mensonge devient la perpétuation de l'image qu'il véhicule, indépendamment d'une réalisation concrète de cette image qui justifiait l'emploi du stratagème dans sa conception traditionnelle. Arendt souligne à ce

¹⁴ *Du mensonge à la violence*, p. 21

¹⁵ *Ibid.* p. 18

propos le rôle joué par « les spécialistes de la solution des problèmes » dans l'émergence de ce nouveau phénomène. En effet le développement d'une classe d'experts de la communication au cœur des dispositifs institutionnels favorise la capacité de l'Etat à se couper de la réalité. Tout en valorisant leur intelligence et leur honnêteté intellectuelle, elle rappelle qu'il ne s'agit pas d'hommes d'action. En tant que tels, ils ne sont pas soumis à des impératifs de succès sur le terrain, qui les obligeraient à se confronter aux limites de la réalité. Leur principal objectif étant de vendre le conflit au peuple américain, la réussite ou l'échec des manœuvres militaires leur importe moins que leur capacité à en tirer un bilan positif. La vérité de faits s'efface ainsi devant les impératifs d'une politique de communication dont le seul but est de proposer à l'Amérique une *image* de grande puissance, indépendamment d'un objectif politique concret qui en assurerait la réalisation.

Résoudre les problèmes dans l'abstrait était d'autant mieux indiqué et bienvenu que la politique et les buts poursuivis se situaient eux-mêmes en dehors de la réalité. [...] Comment auraient-ils pu s'intéresser à une réalité aussi nettement définie que celle de la victoire alors qu'ils poursuivaient la guerre sans en attendre de gains territoriaux ni d'avantages économiques, et pas le moins du monde pour porter secours à un ami ou pour rester fidèle à la parole donnée, par plus que pour conserver la réalité du pouvoir, en tant que distincte de l'image ? ¹⁶

L'origine et le fonctionnement de ces « spécialistes de la solution des problèmes » jouent un rôle décisif dans l'apparition d'une forme de mensonge qui cherche à se substituer à la réalité plutôt qu'à la dissimuler. La figure du bureaucrate certes brillant mais coupé de la réalité est récurrente dans l'œuvre arendtienne. On la trouve dans ses analyses sur Eichmann et la banalité du mal, mais également dans l'administrateur colonial à la fois honnête et détaché, qui applique ses décrets universels sans se soucier de la culture ou même de la vie de ses administrés. Le « spécialiste de la solution des problèmes » appartient à cette même catégorie bureaucratique qui se substitue à l'homme d'action dans la vie politique et prennent leurs décisions en fonction de normes abstraites sans tenir compte de la réalité des faits. Il s'agit avant tout d'experts en théories, plaquant leurs schémas sur la réalité du monde pour tenter de résoudre les problèmes de communication auxquels ils sont confrontés sans prendre en compte la complexité des relations politiques ni l'imprévisibilité des événements. La figure de l'expert en communication rejoint ainsi celle du diseur de vérité dans sa quête d'une vérité théorique universelle et son opposition à la contingence de la vérité de faits. Comme le sage platonicien ayant atteint les vérités intelligibles, l'expert se sent libre de modifier les faits pour le bien des citoyens car il dispose d'un savoir qui le rend supérieur à la masse de la

¹⁶ Ibid. p. 46

population. Toutefois, contrairement au philosophe, l'expert ne se confronte pas à la vie publique à laquelle son savoir théorique l'opposerait mais se présente au contraire comme un professionnel de l'opinion qu'il prétend manipuler à sa guise.

La vérité de fait est ainsi interprétée comme une variable à moduler selon des théories préétablies pour orienter l'opinion, remettant dès lors en cause le statut même du fait. L'importance accordée à l'image au détriment de l'action contribue donc à fausser le rapport à la vérité de fait. Au lieu d'être le support de l'opinion, ce sur quoi les jugements politiques vont pouvoir porter, le fait devient une opinion parmi d'autres, n'ayant pas une légitimité plus importante que les jugements qu'il suscite, au point d'aller jusqu'à invoquer les fameux « faits alternatifs » chers à Donald Trump. En cherchant à réécrire des faits souvent connus par une manipulation de masse, le mensonge moderne ne brouille pas seulement la frontière entre faits et opinions, il contribue à remettre en cause le caractère commun du monde. La tendance du mensonge moderne à fausser le rapport entre faits, images, et opinions, se traduit par une incapacité à déterminer la vérité, tous les faits étant interprétés de façon relative¹⁷. Cette confusion engendre dès lors une instabilité chronique du monde commun. La vie politique, privée de la stabilité que lui offre la certitude des faits passés, se trouve d'autant plus confrontée à la contingence d'un monde où plus rien n'est sûr.

Dans le cadre des rapports du Pentagone, Hannah Arendt montre néanmoins que les professionnels de la communication chargés de vendre la guerre du Vietnam gardent une certaine conscience de la réalité. Ils falsifient les faits pour correspondre à leurs théories mais savent néanmoins que cette manipulation est au service d'un plan de communication et ne change pas la réalité des choses sur le terrain. Malgré l'attachement à l'image au détriment de l'action et la confusion qu'elle engendre entre faits et opinion, cette nouvelle forme de mensonge conserve donc la distance entre le menteur et le discours. Il s'agit certes d'une manipulation de masse mais elle s'apparente plus à une politique de censure comparable à celles réalisées lors de la première guerre mondiale qu'à une véritable propagande qui prétendrait se soustraire à la réalité. Les experts en communication se distinguent par leur détachement, leur capacité à appliquer des directives et à modifier sciemment les faits sans se préoccuper de leur réalisation, mais ils sont encore capables de distinguer la réalité du mensonge. Les différentes tentatives de manipulation qui émaillent l'histoire américaine du 20^e siècle relèvent ainsi de cette forme de dissimulation traditionnelle, faite au nom de la

¹⁷ *Crise de la culture*, p. 328

réputation d'un groupe, mais qui conserve une conscience de la réalité. Richard Nixon n'a ainsi continué à nier son implication dans le scandale du Watergate que jusqu'au moment où il pouvait encore dissimuler les faits. Dès lors que la cour suprême l'a contraint à rendre public les bandes magnétiques, l'évidence des preuves l'ont conduit à reconnaître sa responsabilité et à donner sa démission pour éviter la procédure d'*impeachment*¹⁸.

Les médias et institutions judiciaires jouent ainsi un rôle de contre-pouvoir en mettant en lumière ce que le pouvoir politique aurait souhaité dissimuler, limitant l'*hubris* moderne qui consiste à croire que l'opinion est facile à manipuler et qu'on peut impunément lui cacher les faits pour préserver l'image du pays (« Comme de toute façon ils avaient choisi de vivre à l'écart des réalités, il ne leur paraissait pas plus difficile de ne pas prêter attention au fait que le public refusait de se laisser convaincre que de négliger les autres faits »)¹⁹. Lorsque de tels contre-pouvoirs manquent et que l'Etat est capable de recourir à la force pour imposer sa conception du monde, apparaît une seconde forme de mensonge moderne qui ne consiste plus à dissimuler mais à détruire les faits.

4. *De la dissimulation à la destruction*

Face à l'usage classique du mensonge en politique, Arendt décrit une autre dimension la manipulation des faits, propre à l'époque moderne, qui ne consiste plus seulement à les dissimuler mais à les faire entièrement disparaître au nom d'une fiction idéologique. Cette nouvelle dimension du rapport moderne à la vérité l'amène dès lors à distinguer le mensonge traditionnel, dont l'objectif est la dissimulation des faits à des fins politiques, du mensonge moderne qui procède à une manipulation de masse tels que même ses auteurs perdent le sens de la réalité. Alors que le mensonge traditionnel vise l'accès à l'information, et préserve donc la distinction entre vérité et fausseté au moins pour ses auteurs, le mensonge moderne s'attaque à des faits parfois connus de tous au point de fausser entièrement la notion même de vérité factuelle. « Le mensonge politique est moderne ou organisé lorsqu'il opère sur des faits constituant la réalité commune et partagée et lorsque, en conséquence, il dépend de la participation du grand nombre afin d'être efficace »²⁰ L'objectif est de changer la réalité même des événements tels qu'ils apparaissent spontanément, quitte à effacer toutes les traces et personnes qui pourraient en témoigner. Suivant les analyses arendtiennes, Ricoeur souligne

¹⁸ CLAUDE MOISY, *Nixon et le Watergate : La chute d'un président*, p. 339 Paris, Hachette, 1994

¹⁹ *Du mensonge à la violence*, p. 39

²⁰ LUCAS G. MARTIN, « Le mensonge organisé pendant la dernière dictature argentine. Penser la société argentine avec Hannah Arendt », in *Tumultes* 2008/1 (n° 30), p. 198.

ainsi que le mensonge moderne se caractérise comme un acte de destruction, là où le mensonge traditionnel était un acte de falsification. Le mensonge moderne n'est donc pas qu'une tentative de cacher des faits, y compris à la majorité de la population, mais de remettre en cause la réalité commune vécue par ses acteurs. Il s'agit pas seulement d'un outil pouvant être employé pour égarer un adversaire politique ou même sa propre population, mais d'une manipulation de masse telle qu'elle s'attaque à des faits connus de tous afin d'y substituer une fiction collective en faveur du régime.

Cette tendance du mensonge moderne, qui ne cherche plus seulement à dissimuler les faits ou à masquer ses intentions, mais à se substituer entièrement au monde commun trouve sa forme la plus aigüe dans les régimes totalitaires, seuls régimes capables de déployer la propagande et la terreur nécessaires à une telle occultation. Afin de prouver que ses affirmations sont vraies, la structure totalitaire préfère faire comme si la situation qu'elle prétend résoudre n'existait pas plutôt que se confronter à la réalité du monde. Ce désir de nier la réalité ne se contente toutefois pas de nier la réalité en cachant ses propres problèmes : « Lorsque Staline décida de réécrire l'histoire de la révolution russe, la propagande en faveur de la nouvelle version consista à détruire, en même temps que les livres et documents anciens, leurs auteurs et leurs lecteurs »²¹. La propagande totalitaire est ainsi capable de se transformer en réalité concrète si cela lui permet de démontrer la cohérence de ses mensonges. Selon Arendt, Staline ne s'est pas contenté d'une simple censure pour imposer sa vision de l'histoire de la révolution. Il n'a pas seulement modifié les supports datant de cette époque, mais a éliminé physiquement tous leurs auteurs et tous leurs lecteurs. Le mensonge n'est donc plus conçu comme un instrument pour obtenir une fin, il devient l'essence même du régime. A partir du moment où les dirigeants du régime mettent en place, dans la pratique, des affirmations fausses uniquement pour démontrer leur véracité, alors le mensonge n'en n'est plus un. Il n'est pas conçu comme tel mais comme une idée structurante qui meut tout le mouvement. D'instrument au service du pouvoir, la propagande devient une réalité à part entière pour le régime.

Tout l'art consiste à utiliser, et en même temps à transcender les éléments du réel, d'expériences vérifiables empruntées à la fiction choisie, puis à les généraliser pour les rendre définitivement inaccessibles à tout contrôle de l'expérience individuelle. Grâce à de telles généralisations, la propagande

²¹ *Le système totalitaire*, p. 658

totalitaire établit un monde capable de concurrencer le monde réel, dont le principal désavantage est de ne pas être logique, cohérent et organisé²²

Terreur et propagande ne sont pas seulement des outils destinés à la politique du régime, mais une méthode pour ériger une fiction en un monde commun qui transcende la réalité. La propagande ne se contente pas d'affirmer que la réalité du monde ne serait pas vraie, elle est en mesure de concurrencer le réel, et de proposer une fiction telle qu'elle pourra jouer le même rôle que le monde commun, tout en étant sous le contrôle du parti. La propagande totalitaire se compose d'un double mouvement qui consiste à imposer un mensonge comme vérité commune grâce à l'usage de la terreur, puis à en transcender la réalité pour qu'il devienne une formule naturelle du vivre ensemble et non une idée sur laquelle on peut débattre. La propagande raciale du nazisme consiste ainsi à partir d'une opinion déjà présente dans la société et ouverte à la discussion publique, pour l'imposer dans les habitudes de la vie quotidienne jusqu'à ce qu'elle devienne une part constitutive de la réalité. Dès lors personne ne se pose plus la question de savoir si cette idée est vraie ou fausse : elle devient un fait acquis qui ne se discute plus, au même titre qu'on « voit » chaque jour le soleil se lever. Pour Hannah Arendt, le racisme allemand ne relève ainsi pas d'un fanatisme qui les pousserait à défendre cette idéologie envers et contre tout mais d'une force qui relève plus de l'habitude que de la croyance. Chacun fait ainsi « comme si » il existait une conspiration juive mondiale, et qu'il avait besoin du régime pour s'en protéger. La fiction est tellement ancrée dans la société qu'une telle assertion n'est plus remise en doute ni même discutée par la majorité de la population. Le mensonge totalitaire va donc au-delà d'une censure qui réprimerait les idées contraires au dogme officiel : il s'agit d'une politique de destruction des faits dont l'objectif est de substituer une fiction cohérente et organisée à l'imprévisibilité et la contingence du monde commun.

Cette structure fictionnelle est garantie par le culte de la personnalité du Chef qui incarne le mouvement et lui donne son sens. La fiction totalitaire repose sur le mythe de l'infailibilité de son leader suprême. Détenant la vérité à laquelle le monde extérieur n'a pas accès, il est capable de prendre sur lui toute la responsabilité du mouvement en devenant l'interprète ultime de la nécessité historique. La force prédictive des paroles du Chef assure dès lors la cohérence de la fiction totalitaire. Nimbé de son aura de mystère, il se présente comme le détenteur d'une vérité inaccessible qui justifie que sa volonté fasse loi : « La qualification majeur d'un leader de masse est désormais une infailibilité éternelle ; il ne peut

²² *Ibid.*, p. 683-684

jamais admettre d'erreur. [...] les leaders de masses n'ont qu'un souci, qui passe outre à toutes les considérations utilitaires : réaliser leurs prédictions. »²³ La figure du leader incarne ainsi le mélange d'impuissance et d'omnipotence qui semble caractériser le monde totalitaire tel que le décrit Arendt. Coupé du monde par la structure du totalitarisme, il s'avère incapable d'une action concrète dans la réalité du monde. Pourtant, son rôle s'avère fondamentale puisque son existence même donne tout son sens au mouvement totalitaire, « tel le moteur qui lui donne l'impulsion »²⁴. Un tel paradoxe ne s'avère possible que parce que le monde totalitaire repose sur une fiction. L'infaillibilité supposée du chef suprême donne sens à l'illusion d'un monde entièrement cohérent, mais son action se limite à entretenir cette fiction. Il ne s'agit pas d'un tyran qui imposerait sa domination à un peuple sans en faire véritablement partie. La fiction totalitaire ne repose pas sur les mensonges d'un dirigeant qui entretiendrait sciemment la censure et la propagande pour conserver le pouvoir. Au contraire le Chef est le cœur herméneutique du mouvement, complètement isolé de la réalité du monde et pris dans ses propres mensonges. Il s'agit de la véritable *raison d'être* du régime totalitaire sans qui il perd son sens.

Bien qu'Arendt soit en partie revenue sur ces analyses – rappelant notamment que même pour de tels régimes il est impossible d'éliminer entièrement tous les textes et témoignages relatant un événements – sa description du totalitarisme illustre la nouveauté du mensonge moderne : celle d'un discours destructeur dont la volonté de se substituer au réel conduit son auteur à l'assimiler entièrement. Les leaders des mouvements totalitaires sont à ce point coupés de la réalité du monde que le mensonge devient le mode normal de leur existence, sans qu'ils ne puissent plus distinguer la réalité de la fausseté. En l'absence d'un contre-pouvoir capable de contredire le discours officiel, le mensonge s'impose comme la seule donnée du vécu, au détriment d'une réalité qui n'a rien perdu de sa complexité.

Les travaux plus récents d'historiens nous invitent toutefois à nuancer la théorie d'Hannah Arendt. Orlando Figes²⁵, en particulier, nous livre une vision relativement différente de la société stalinienne. Si le régime se caractérise bien par une violence permanente et une politique de censure oppressive vis-à-vis de tout ce qui sort du cadre de la propagande officielle, il ne s'agit pas pour autant d'un système faisant perdre tout sens de la réalité à ses membres. Malgré une surveillance omniprésente qui rend risquée toute prise de position

²³ *Ibid.* p. 666

²⁴ *Les Origines du totalitarisme*, p. 698

²⁵ FIGES ORLANDO, *La révolution russe : 1891-1924, la tragédie d'un peuple*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, préface de Marc Ferro, Paris : Gallimard, DL 2009

publique comme privée, les informations continuent de circuler, alimentées par les chuchotements des citoyens plutôt que par leurs discours. De même, si la conception du leader totalitaire coupé du monde par son cercle d'intimes nous renvoie immédiatement l'image d'Hitler, enfermé dans son bunker et envoyant au combat des divisions qui n'existent plus, il s'agit là du symptôme d'une fin de règne sanglante, propre aux tyrannies de Caligula jusqu'à Kadafi, plutôt que le fonctionnement ordinaire du régime. Le chef suprême de l'URSS décrit par Simon Sebag Montefiore²⁶ s'apparente ainsi plus à un tyran autoritaire, parfaitement au courant de ce qui se passe dans son pays et utilisant la propagande pour son pouvoir personnel, qu'à un être coupé du monde et pris au piège de ses illusions. Le mensonge n'apparaît pas comme une fiction se substituant au monde commun mais comme un outil au service d'un pouvoir tyrannique. Au cœur du système totalitaire, Staline n'est non seulement pas dupe de ses propres mensonges, mais assume leur caractère fictif et conçoit lui-même sa propre propagande comme une image qu'il présente aux yeux du monde, tout en sachant qu'il n'est pas ce qu'il semble être. Cette conscience de soi et de ses propres mensonges ne rend d'ailleurs pas le système moins violent : avoir conscience d'utiliser des faux témoignages pour faire exécuter des adversaires potentiels ne rend pas la sentence plus clémentine pour les victimes.

Au cœur même du système qui devait représenter les fonctions destructrices du mensonge moderne, se retrouvent donc les fonctions traditionnelles de la manipulation des faits : dissimuler ou modifier les événements passés afin de mettre en scène une image du pouvoir, au nom d'une action politique concrète. Si la société moderne a donné à ces entreprises de falsification les outils nécessaires à une manipulation de masse, et si les régimes totalitaires ont fait sauter les barrières limitant la mise en œuvre d'une telle politique, notamment par le biais de la terreur et de la propagande, elles n'ont pas pour autant changé le rôle fondamental du mensonge en politique, ni son rapport ambigu vis-à-vis de la vérité de faits. Non seulement les pouvoirs modernes ont utilisé le mensonge à des fins traditionnelles de dissimulation des faits, mais il apparaît également que les régimes traditionnels ont largement recouru au mensonge pour créer une représentation de leur pouvoir plus compatible avec leur discours, quitte à travestir voir détruire les faits. L'opposition est donc moins entre un mensonge traditionnel de dissimulation et mensonge moderne de destruction, qu'entre des régimes constitutionnels où des contre-pouvoirs limitent les capacités du mensonge à

²⁶ MONTEFIORE SIMON SEBAG, *Staline, la cour du tsar rouge*, volume I et II, traduit par Florence la Bruyère et Antonina Roubichou-Stretz, Paris : édition Perrin, 2010

s'imposer, et des régimes autoritaires où le leader dispose des pleins pouvoirs pour imposer sa propre image.

5. *Le mensonge dans l'histoire*

La réflexion sur un nouveau rapport entre la vérité et la politique moderne a pris un nouveau tournant depuis le début du 21^e siècle, en particulier avec les manipulations liées à la guerre en Irak en 2003. Dans un contexte marqué depuis 2001 par une série de scandales touchant l'ensemble des administrations américaines, l'indifférence des citoyens face aux « faits alternatifs » de Donald Trump contribue à amplifier le sentiment que nous serions entrés dans une nouvelle ère du soupçon, caractérisée par le refus de la rationalité et l'indifférence face à la vérité. La multiplication des scandales depuis les mensonges de la guerre en Irak jusqu'aux révélations des écoutes de la NSA, combinée à la lassitude de la population face à leur répétition, conduit à remettre en cause le paradigme habermasien d'une vie politique fondée sur un usage public de la raison. Les institutions mises en avant par les lumières pour contrôler le pouvoir politique tels que la publicité des débats, la liberté de la presse, ou l'opinion publique, ne suffisent visiblement plus à assurer la rationalité de la vie publique. Le concept de « post-vérité » cherche à rendre compte de ce nouveau rapport à la vérité. Il pointe l'indifférence des citoyens au mensonge en opposant la société contemporaine à une époque antérieure où la vérité aurait eu droit de citer, de la même manière que nous serions entrés dans une ère « post-moderne » caractérisée par le désenchantement. Néanmoins, il convient de rester prudent face à une tendance inhérente à la modernité à toujours se considérer comme une rupture par rapport à ce qui la précède. Comme le souligne Hannah Arendt²⁷, il existe un véritable pathos de la nouveauté, propre à l'époque moderne, que les théories de la post-modernité reproduisent en affirmant que rien de tel ne se s'est jamais produit auparavant. Dès lors, toute affirmation sur l'émergence d'un phénomène propre à l'époque contemporaine doit d'abord nous conduire à nous interroger sur l'ampleur et sur l'histoire d'un tel phénomène.

Or force est de constater que l'ambiguïté du rapport de la vie politique à la vérité n'est pas un phénomène nouveau. Des tentatives de réécrire ou de censurer des événements dérangeants pour le pouvoir en place sont constantes depuis l'antiquité et se retrouvent dans la majorité des époques et des sociétés. Il ne s'agit pas d'un rapport différent à la vérité, tel que le mythe ou le récit épique peuvent le consister, mais bien d'une volonté toute moderne de

²⁷ HANNAH ARENDT, *De la Révolution*, traduit par Marie Berrane, Paris : éditions Gallimard, 2012

gommer ou de modifier des faits empiriques parce qu'ils ne correspondent pas à l'image que le pouvoir veut donner de lui-même. Dès le 13^e siècle avant J.C, Ramsès II fait ainsi dans le marbre de l'histoire sa victoire sur les Hittites à la bataille de Qadesh. Victoire dont la véracité ne sera remise en doute que plusieurs millénaires plus tard, suite à la découverte des sources hittites, qui présentent la bataille comme une défaite égyptienne, mettant en lumière les incohérences du discours officiel, et en particulier la perte de territoire face aux Hittites²⁸. Mais que Qadesh ait été une défaite égyptienne ou une victoire en demi-teinte, aboutissant à une impasse entre les deux puissances, le discours officiel l'a utilisé comme un moment fondateur de la figure royale, faisant du pharaon le véritable protecteur de l'Égypte. Les nombreux bas-reliefs illustrant cette bataille montrent ainsi Ramsès II triomphant de ses ennemis et combattant seul sur son char, malgré les défections. Les faits ont dès lors été modifiés ou amplifiés à des fins de propagande. Le pouvoir égyptien n'a pas seulement utilisé une victoire bien réelle afin de renforcer le discours officiel, mais en a altéré le sens réel pour coller au récit national.

Sa Majesté était puissante, son esprit était intrépide, et on ne savait se mettre debout devant lui. Tout le terrain sur lequel il se tenait brûlait, et une flamme avait consumé tous les pays étrangers par sa chaleur. Ses yeux étaient féroces depuis qu'ils les avaient vus et sa puissance crachait du feu contre eux. [...] De leur armée et de leur charrerie les soldats se retrouvèrent tombés sur la face, l'un sur l'autre, Sa Majesté les tuant sur place, de sorte qu'ils formaient des rangées de cadavres devant ses chevaux, Sa Majesté étant toute seule, sans personne avec elle ²⁹

Ramsès II est plus intéressé par la mise en forme de la bataille et par les effets qu'elle produit sur sa propre image que par les conséquences réelles en termes de puissance et de domination territoriale. Alors que la guerre est objectivement une défaite qui se traduit par la perte de la Syrie au profit des Hittites, le discours égyptien la met en avant comme un acte fondateur du règne personnel du pharaon. Que Ramsès II soit représenté maîtrisant les prisonniers ennemis, affrontant seul ses adversaires, ou châtiant les déserteurs de sa propre armée, la bataille n'est utilisée que comme une valorisation de son propre pouvoir. Le déroulement exact de la bataille et ses conséquences sur le plan international sont moins importantes que la mise en scène du pouvoir royal et l'exaltation de la figure du souverain unique, personnalité de premier plan, seule capable de protéger l'Égypte face aux envahisseurs et malgré la défection de ses propres troupes. Comme bien plus tard lors de la

²⁸ PAUL GARELLI, *Le Proche-Orient asiatique : des origines aux invasions des peuples de la mer*, p. 185, Paris, Presses universitaires de France, 1969

²⁹ PIERRE GRANDET, *Les Pharaons du Nouvel Empire : 1550-1069 av. J.-C. : une pensée stratégique*, p. 326, Paris : Le Rocher, 2008

guerre du Vietnam, la perte de territoire semble moins importante que la nécessité de garder la face. Or, contrairement aux « professionnels de la solution des problèmes » que dénonce Hannah Arendt, il est difficile d'accuser Ramsès II s'être coupé de la réalité du monde étant donné qu'il était lui-même présent sur les lieux. Bien qu'Arendt le voie comme un phénomène proprement moderne, l'importance accordée à l'image publique indépendamment des intérêts pratiques qu'elle procure est donc déjà présente dès la Haute-antiquité, et constitue le principal objectif de la manipulation des faits. Mentir, dissimuler, ou falsifier les faits est utilisé par les hommes d'action pour se présenter d'une manière valorisante auprès de leur public. Le mensonge sert l'action en permettant une représentation de soi qui n'est pas assujettie à la réalité des faits.

La bataille de Qadesh constitue ainsi un des premiers exemples connus de manipulation des faits à des fins politiques. Ramsès II ne produit pas un récit mythique à partir d'événements passés dont il aurait entendu parlé sans y avoir lui-même participé, comme le fait le récit homérique avec la guerre de Troie. Comme Donald Trump lors de son discours d'inauguration, il modifie sciemment des événements auxquels il a directement assisté afin qu'ils correspondent mieux au discours qu'il cherche à promouvoir sur la scène publique. La seule différence entre le pharaon égyptien et le président américain est qu'il n'existait pas de photos satellites permettant de confronter le discours à la réalité du champ de bataille syrien. Inconnues en Egypte, découvertes plus tardivement que les sources égyptiennes par les historiens modernes, les textes hittites n'ont permis de remettre en cause la propagande égyptienne que 32 siècles après le déroulement des faits, tandis que la vérification d'information par internet n'a pris que quelques heures.

La manipulation des faits n'est donc pas un phénomène propre à l'ère post-moderne mais est une tendance qui traverse toute l'histoire politique. Propagande, censure, et contrôle des médias sont des outils traditionnellement utilisés par le pouvoir pour diffuser un message officiel au détriment de la réalité des faits. Le développement de contre-pouvoirs tels que l'indépendance de la presse a certes permis de limiter les abus du pouvoir central, mais elle n'a pas fin à la manipulation des faits. S'il avait été confronté à un journaliste indépendant soulignant les apories du discours officiel, il est probable que Ramsès II se serait justifié de la même manière, que ce soit en invoquant l'existence de faits alternatifs ou l'intérêt supérieur de la Nation. Bien que démocratique, le pouvoir politique a justifié l'usage de la censure pendant la 1^{ère} guerre mondiale au nom de l'état d'urgence que constituait le conflit, interdisant aux citoyens de prendre pleinement conscience de sa réalité. De même, le général

Leclerc a sciemment fait rapatrier les troupes coloniales à la fin de la seconde guerre mondiale pour que les images de la libération de Paris ne montrent pas la présence de soldats noirs, prouvant par ailleurs que l'Armée Rouge n'avait pas le monopole de la falsification d'archives.

L'affirmation même de l'émergence de l'ère de la post-vérité relève d'une conception mythologique du monde : celle d'un Occident moderne hérité des Lumières, où la vie publique aurait été fondée sur la raison et non sur l'émotion. Or il s'agit d'une conception mythique d'une époque qui n'a pour ainsi dire jamais existé dans la réalité historique concrète. L'époque des Lumières elle-même, érigée en source de la rationalité, est également marquée par un culte du paraître, abondamment dénoncé par un auteur comme Rousseau, qui structure toute sa vie politique. Le siècle de Voltaire et de Montesquieu est autant marqué par les progrès scientifiques que par les inégalités et l'obscurantisme religieux. La condamnation du duc de La Barre en 1766, soupçonné d'actes de profanation et exécuté après avoir été torturé, nous rappelle le rôle que jouent l'arbitraire et l'émotion dans la société d'Ancien Régime. De la même manière, la paranoïa des propriétaires d'esclavages dans les colonies américaines du 18^e siècle n'a rien à envier aux purges staliniennes en termes de pure violence. De l'affaire des Poisons au procès d'Anna Göldin³⁰, les Lumières auront été le théâtre d'une série d'événements où l'émotion et la manipulation des faits ont joué un rôle bien plus décisif que la raison et la recherche de la vérité. Il n'est d'ailleurs pas possible d'imputer cette irrationnalité de la vie politique à l'arbitraire de l'Ancien Régime, tant les régimes issus de la Révolution française semblent tout autant marqués par l'apparence et la manipulation des faits. La propagande n'est pas une invention du 20^e siècle et se retrouve aussi bien dans les toiles de Rigaud que de David. De même il est difficile de voir l'œuvre de la raison dans les représentations que Balzac ou Jane Austen ont donné de la société bourgeoise du début du 19^e. A bien des égards, l'idée théorisée par Habermas qu'un espace public fondé sur l'expression publique de la raison aurait émergé à partir du 18^e siècle et du développement de la presse relève d'une reconstruction historique qui occulte ou minimise les éléments ne cadrant pas avec sa thèse. En ce sens l'idée d'une ère de post-vérité, qui s'opposerait à une ère de raison ou de vérité, est elle-même une forme de manipulation des faits.

Le mensonge n'est donc en rien un phénomène moderne. Sous des formes différentes, la manipulation des faits et l'attachement aux apparences en dépit de la vérité ont traversé

³⁰ Accusée de pratiquer la magie noire dans le canton de Glaris en Suisse, elle sera décapitée en 1782 et n'a été définitivement innocentée qu'en août 2008

toutes les époques. Cela ne signifie qu'il n'y aurait pas de nouvelles formes de mensonges propres à la société contemporaine. Mais ces nouvelles formes sont à interprétées comme l'évolution d'un rapport fondamentalement ambigu de la vie politique à la vérité, plutôt que comme l'émergence d'une ère de post-vérité totalement inédite et hermétique à toute vérification des faits.

6. *Fakes news et fact-checking*

Les tentatives de dissimulation ou de modification des faits n'apparaissent pas comme des phénomènes nouveaux ou isolés dans l'histoire de l'humanité, mais comme la conséquence d'un espace politique fondé sur l'apparence où la capacité à se présenter au public prime sur la vérité, conceptuelle mais également factuelle. La société contemporaine semble pourtant bien se caractériser par une tolérance accrue au mensonge. La nouveauté des faits alternatifs mis en avant par l'administration Trump ne réside pas dans la tentative de promouvoir une version différente de faits bien réels, ni même que l'émotion suscitée par le discours primerait sur la raison, mais dans le fait que la révélation du mensonge n'ait pas entraîné le scandale attendu. Falsifier les faits permet à l'homme d'action de se présenter d'une manière valorisante à son public, et de créer ainsi une image de lui-même non contrainte par la vérité factuelle, qui doit rendre son action plus efficace. Mais la révélation de la fausseté du discours mensonger provoque réciproquement une perte de confiance de la part du public visé. Comme le souligne Machiavel, ce n'est pas tant l'honnêteté que la probité de l'homme d'action qui est en jeu. Le mensonge n'est pas condamné dès lors qu'il apparaît justifié pour atteindre les fins qu'il s'est donné, mais dès lors que sa découverte remet en cause l'image qu'il avait contribué à façonner. C'est la révélation qu'un héros de guerre n'a pas participé aux batailles qu'il prétendait avoir gagné qui provoque la rupture du pacte de confiance, et non le fait qu'il ait eu recours au mensonge au cours de celle-ci. Que Ramsès II ait gagné ou non la bataille ne change pas sa stature de guerrier, mis en avant par sa propre légende. De même la révélation des crimes du communisme a eu des conséquences plus importantes pour la réputation du PC en France qu'en Russie, où ces faits étaient mieux connus, et acceptés par la population comme une nécessité politique.

C'est ce rôle de la probité plus que l'honnêteté des personnalités politiques qui semble aujourd'hui remis en cause. Qu'une personnalité politique misant sa personnalité politique sur son intégrité morale parvienne non seulement à rester en lisse mais à convaincre près d'un cinquième du corps électoral malgré la révélation d'un conflit d'intérêt majeur remettant en

cause l'image qu'il s'était donné, témoigne d'une nouvelle résilience du public face au mensonge. L'apparition et la multiplication des fakes news diffusées aussi bien par la presse que par les réseaux sociaux montrent par ailleurs que le mensonge ne cherche plus à se dissimuler, ni même à détruire la vérité de fait pour s'imposer comme le seul discours valide. Accusé d'avoir repris un faux sms censé provenir des équipes d'Emmanuel Macron, Florian Philippot s'est défendu en affirmant n'être pas l'auteur du faux et l'avoir repris de bonne foi, tout en ajoutant que cela n'invalidait pas ses propos puisque ce sms *aurait pu* être écrit par Emmanuel Macron, ce qui conforte la plausibilité de son affirmation³¹. Dans un argument qui rappelle fortement la démonstration arendtienne sur le rapport entre mensonge et contingence, Philippot montre qu'il assume pleinement le caractère imaginatif de son discours. Son argumentation n'est pas fondée sur les événements tels qu'ils se sont véritablement passés, mais qu'ils auraient pu se produire, selon un déroulement qui correspond à sa propre pensée. La plausibilité l'emporte donc sur la factualité. Tout en se cachant derrière le fait qu'il n'est pas l'auteur du faux, et n'est donc pas lui-même le menteur, Philippot montre que tout son discours est mensonger car il s'appuie sur un monde imaginé, même s'il le prétend plausible. Or malgré la démonstration de sa fausseté, le sms a été abondamment partagé et a eu un impact politique bien réel. En assumant le caractère fictif de son discours, Florian Philippot ne s'est pas décrédibilisé auprès de son public mais a paradoxalement renforcé son image publique.

La nouveauté du mensonge contemporain tient donc au fait qu'il n'a plus besoin d'être dissimulé, de se présenter comme la vérité, pour produire ses effets. Le paradoxe de la société contemporaine et de la France en particulier est ainsi que les citoyens semblent avoir perdu confiance dans la capacité des hommes politiques à dire le vrai, tout en admettant ces pratiques comme la norme de la vie politique. Tout se passe comme si le mensonge était désormais intégré dans le pacte de probité qui unie l'homme d'action à son public. Comme si le fait d'affirmer « mon discours est faux mais plausible et je l'assume en tant tel » suffisait à crédibiliser son auteur et à produire les effets escomptés. Si le mensonge a toujours été un outil au service de l'action publique, la nouveauté de la société contemporaine est qu'il n'a plus besoin de se draper dans les oripeaux de la vérité pour paraître crédible. Il n'est plus aujourd'hui nécessaire de dissimuler la nature d'un mensonge pour le présenter comme la vérité, ni de censurer les autres discours pour l'imposer. La plausibilité du mensonge suffit à

³¹ LE LAB EUROPE1, *Florian Philippot sur le faux SMS d'En Marche qu'il a relayé : 'e n'est pas très grave,'* 23 mai 2017, ([Texte en ligne](#)) [dernière consultation le 27/05/2017]

assurer sa légitimité dans un espace saturé en continue par les informations, tandis que les démonstrations factuelles se trouvent réduites au statut d'opinion parmi d'autres. Les évolutions de la société contemporaines n'impactent pas la nature du mensonge, ni le rapport de la vie publique avec la vérité, mais la sensibilité des citoyens face à la manipulation des faits. Cette tolérance accrue au mensonge s'explique dès lors par les bouleversements de l'accès à l'information qui ont marqué le 21^e siècle.

Le développement d'internet a en effet contribué à démultiplier les sources d'accès à l'information, chaque acteur contribuant à construire son propre fil d'information en sélectionnant les sources qui l'intéressent, puis à le diffuser à l'intérieur de son réseau social. Si les nouvelles technologies numériques n'ont pas ébranlé le monopole des médias sur la production d'informations – les journaux restant les principales structures à pouvoir trouver et mettre en avant de nouvelles informations – elles ont profondément bouleversé leur mise en récit. Dans la structure politique du 19^e et du 20^e siècles, la presse dispose d'un quasi-monopole de l'accès à l'information. Quelque soit le média utilisé, les faits sont révélés et mis en forme par les journalistes professionnels. La majeure partie de l'information passe par le prisme des différents journaux et les hommes d'action ne peuvent s'adresser à leur public que par l'intermédiaire des médias. Le mensonge ne peut dès lors s'imposer que sous la forme d'une manipulation de la sphère médiatique, véritable force de légitimation du discours. Cette manipulation peut prendre différentes formes, qu'il s'agisse de cacher des informations à la presse, de censurer les articles qui déplaisent au pouvoir, ou encore d'en prendre totalement le contrôle, supprimant ainsi l'indépendance des médias. Dans tous les cas il s'agit de passer par la presse pour falsifier les faits, au risque que la tentative soit découverte, même lorsqu'il s'agit d'un organe officiel du pouvoir diffusant son discours comme l'a été la Pravda.

A l'ère d'internet, les médias disposent encore du privilège de révéler et de produire l'information mais ils sont concurrencés par les particuliers qui la mettent en récit et la diffusent à un rythme inégalé par les médias traditionnels. Ce ne sont plus les hommes d'action qui s'adressent au public par le biais des médias, mais les particuliers qui vont rechercher une information mise en forme par d'autres particuliers. Le fonctionnement de pair à pair des réseaux sociaux a ainsi substitué une logique horizontale de partage d'information au fonctionnement vertical qui caractérisait le système médiatique antérieur. Avec la fracture numérique qui s'est considérablement réduite depuis le début du 21^e siècle et la multiplication des flux d'informations, la falsification des données ne passe plus par le contrôle des médias mais par la diversité des points de vue qui brouillent l'accès à une information authentifiée.

Chacun allant chercher les informations qui lui conviennent dans son propre réseau social les médias traditionnels perdent leur pouvoir de légitimation et ne sont plus capable de dire le vrai au public touché. La multiplication des fake news et des théories du complot est la conséquence d'une décentralisation de la mise en récit de l'information, plutôt que l'irruption de l'irrationalité dans la sphère publique. En l'absence d'un groupe de professionnels reconnus, capables de légitimer les discours, chacun est libre de construire son propre récit en s'appuyant sur une pluralité de sources d'information. Cette structure politique décentralisée amplifie ainsi les biais partisans, la capacité d'aller chercher une information conforme à ses idées – fût-elle fausse – confortant la résistance face aux démonstrations contradictoires. La factualité même de l'événement ne suffit pas à en assurer la diffusion, mais doit en passer par la partage sur les réseaux sociaux, où il subit les effets de sa mise en récit par les spectateurs.

Face à ce nouveau rapport à la factualité, on assiste alors à une nouvelle forme de résistance portée par institutions culturelles et certains médias traditionnels. Alors qu'une partie de la sphère médiatique s'est simplement adapté à la nouvelle donne de la circulation d'informations, diffusant l'information en masse sans se soucier de sa véracité, quitte à propager des contre-vérités, comme le prouve l'interview de Naja Vallaud Belkacem par Vanessa Burggraf³², d'autres cherche au contraire à se présenter comme les nouveaux défenseurs de la vérité de faits contre l'indifférence du monde. Avec des projets de fact-checking tels le Décodex du *Monde*, les grands journaux traditionnels se découvrent une nouvelle mission de lutte contre les discours post-factuels, leur permettant de retrouver une partie de leur légitimité politique contestée par la multiplication des sources d'accès à l'information. Si cette tendance est particulièrement prégnante dans la presse quotidienne, elle existe également dans des institutions culturelles telles que l'Education Nationale ou les bibliothèques, qui y voient une manière de retrouver leur autorité dans la diffusion du savoir. La mise en place de cours et d'outils destinés à l'enseignement de la navigation sur internet n'est pas qu'une manière de lutter contre la fracture numérique ou certains comportements comme le harcèlement sur internet. Il s'agit également d'une manière de prendre position dans l'accès et la circulation de l'information pour conserver un pouvoir de prescription de la culture. A l'ère d'internet, la légitimité des institutions de savoir, qu'elles soient médiatiques ou culturelles, ne se situent plus dans le monopole de l'accès à la connaissance, mais dans la capacité à orienter l'information. L'objectif n'est pas de proposer un contenu informationnel

³² LIBERATION, *Les 4 intox de Vanessa Burggraf* à « On n'est pas couché », 21 mai 2017, ([Texte en ligne](#)), [dernière consultation le 27/05/2017]

ou culturel face auquel il n'existerait pas d'alternative légitime, mais d'accompagner l'effort de recherche pour l'orienter vers les contenus validés.

La démarche du Décodex est particulièrement révélatrice de ce phénomène. L'équipe du *Monde* ne cherche pas seulement à vérifier les informations en les confrontant aux faits, comme le propose un site de fact-checking tel que le Désintox de *Libération*, mais à établir une typographie des différentes sources d'information en fonction de critères de plausibilité. L'enjeu est dès lors d'exercer un contrôle sur les recherches des particuliers. Derrière ces démarches de fact-checking ne se trouve donc pas seulement une tentative de rétablir la vérité face à l'indifférence des citoyens et aux déformations des faits qui résultent de la circulation de l'information sur internet et les réseaux sociaux. Il s'agit également d'un processus pour retrouver une place de contre-pouvoir, garant de la légitimité du discours dans l'espace public. Une nouvelle conception de la vie publique semble ainsi émerger, fondée sur l'opposition entre fakes news et fact-checking. Or, comme le prouvent les critiques qui ont accompagné la parution du Décodex, cette démarche n'est pas neutre. La prescription d'une certaine information provenant de sites considérés comme fiables par l'autorité médiatique contribue à défendre un type de discours par rapports aux autres. En se présentant comme les défenseurs de la vérité face aux manipulations qu'elle peut subir, médias traditionnels et institutions culturelles se donnent un rôle à jouer dans l'espace public qui leur permet d'exercer une forme de pouvoir politique. Plus des institutions de vérification des faits, ils se présentent dès lors comme les détenteurs d'une vérité conceptuelle qui, depuis Platon, n'ont pas hésité à privilégier certains faits au détriment des autres pourvu que ce soit dans l'intérêt de la population.

Le rapport entre vérité et mensonge dans la vie politique est avant tout un rapport de pouvoirs et de contre-pouvoirs. Certains acteurs cherchent à modifier les faits à leur avantage tandis que d'autres s'attachent à faire éclater la vérité au grand jour, mais dans tous les cas il s'agit d'exercer un pouvoir en apparaissant ou en faisant apparaître l'autre d'une certaine manière aux yeux du public. Tel Cicéron s'opposant à Catilina devant le sénat romain, la recherche de la vérité est une posture, une manière d'apparaître au monde en s'érigeant en contre-pouvoir face aux manipulations des autres acteurs. On aurait pu croire qu'à l'ère du numérique, l'accès de chacun à l'information auraient fini par résoudre l'ambiguïté du rapport entre espace public et vérité, interdisant toute manipulation des faits par l'incapacité de dissimuler les traces de ses actions. La persistance du mensonge et l'indifférence des citoyens face aux revendications d'une véritable réalité alternative montrent au contraire que, même

dans une société entièrement ouverte, où l'information circule librement, et est accessible à tous, l'apparence prime sur la réalité des faits. La propagande, la censure, la corruption, ou l'élimination des adversaires politiques sont des outils qui ont été régulièrement utilisés par les hommes d'action dans leurs tentatives de se construire une image et d'empêcher d'émerger. Les « faits alternatifs » chers à Donald Trump ne sont qu'une nouvelle manière de défendre le mensonge dans un monde où la démocratie a interdit le recours aux anciennes méthodes ; tandis que le fact-checking se présente comme la manière pour les institutions médiatiques de conserver un rôle de contre-pouvoir dans un monde d'accès massif à l'information. Fakes news et fact-checking sont ainsi les nouvelles modalités d'une opposition entre mensonges et vérités dans un espace public parcourus de flux constant d'informations.

Conclusion

« Quand la réalité dépasse la légende, on écrit la légende »³³. Comme l'affirme la morale du film de John Ford, la réalité du monde n'est pas toujours à la hauteur des attentes de ses spectateurs et la tentation de créer une version fictionnelle ou remaniée des faits est une constante qui traverse toute l'histoire humaine. Dans un monde phénoménologique, où les choses ne prennent un sens politique que parce qu'elles apparaissent et sont ainsi soumises à l'opinion publique, la capacité à manipuler les faits permet aux hommes d'action de se présenter aux yeux du monde en adoptant une image qui correspond mieux à leur discours que la réalité factuelle. Par ailleurs, dans un monde contingent, ne correspondant pas toujours à l'idée conceptuelle que s'en font ses théoriciens, la dissimulation voire la négation de certains faits au profit d'une réalité alternative plus plausible contribue à faciliter la correspondance entre le discours théorique et sa mise en pratique. Une fiction attirante pour l'esprit aura plus de facilités à convaincre et à mobiliser son public qu'une réalité souvent complexe et difficile à appréhender dans sa totalité. La réalité n'ayant pas d'équivalent dans le discours, il est néanmoins quasiment impossible de disparaître toute trace de la vérité de faits. Même dans les pires cas de *Damnatio Memoriae*, il reste toujours une inscription ou un témoignage oublié permettant de restituer la vérité effacée, fut-ce des siècles plus tard. La dissimulation laisse des traces et le mensonge n'est pas capable de reproduire la complexité du monde, laissant à la place un discours où percent les incohérences. Cette incapacité à effacer entièrement les faits pousse dès lors certains acteurs de la vie publique à rechercher la vérité pour s'opposer au discours tenu par les tenants de la fiction. La place de la vérité dans la vie politique est

³³ FORD John, *The man who shoot Liberty Valence*, 1962

ainsi liée à cette dialectique de pouvoir et de contre-pouvoir entre dissimulation et recherche des faits qui anime l'espace public depuis sa fondation.